

MOBILISATION DES RESSOURCES

Écrit par

Olivier FILLIEULE : professeur de sociologie politique au Centre de recherche sur l'action politique de l'université de Lausanne (Suisse), directeur de recherche au CNRS

La notion de « mobilisation des ressources » (MR) est au cœur de la sociologie américaine des mouvements sociaux et de l'action collective depuis le début des années 1970. Avec le concept d'« organisation de mouvement social », elle constitue le fer de lance de l'invalidation des théories du comportement collectif en offrant une vision rationnelle de l'action protestataire. Si le paradigme qui la sous-tend a subi le feu de nombreuses critiques, elle continue d'irriguer la réflexion sur la question de l'émergence, du développement et des chances de succès ou d'échec des mobilisations.

Une alternative aux théories du comportement collectif

Au-delà de leur diversité, les théories du comportement collectif étaient marquées par une approche psychosociologique et normative des processus de mobilisation en laissant souvent de côté les facteurs macro-politiques et organisationnels. Par contraste, le modèle de la MR considère l'activité des mouvements sociaux comme idéologiquement légitime et résultant de comportements volontaires et intentionnels, l'analyse se déplaçant alors du *pourquoi* des mobilisations au *comment* de l'**action collective**.

Plusieurs facteurs rendent compte de ce basculement de paradigme. C'est d'abord le produit de l'évolution même de la contestation. Aux États-Unis, le mouvement des droits civiques et le développement de la révolte étudiante, en lien avec l'opposition à la **guerre** du Vietnam, suscitent un renouvellement des instruments d'analyse et des enjeux théoriques qui intègrent désormais les réflexions des praticiens de la mobilisation, comme Vladimir I. Lénine, Mao Tse Toung, Martin Luther King ou Saul Alinsky. Ces leaders historiques énoncent des principes généraux et des lignes d'action insistant sur les choix tactiques et sur l'infrastructure sociale et organisationnelle nécessaires au succès des luttes. Comme le souligne William Gamson dans *The strategy of social protest* (1975), il devenait de plus en plus difficile pour les universitaires, eux-mêmes partie prenante de ces luttes, de continuer d'expliquer les phénomènes d'action collective par l'**anomie**, l'irrationalité ou le degré de frustration. Par ailleurs, les difficultés des mouvements noirs ou étudiants à faire entendre leur voix remettent sérieusement en cause la théorie pluraliste de la participation politique sur laquelle la plupart des analystes de l'école du comportement collectif s'accordaient. D'où le rejet de la distinction prévalant jusqu'alors entre actions institutionnalisées et non institutionnalisées, qui faisait de l'action collective un mode légitime de participation et d'accès au politique (Frances Piven et Richard Cloward, *Poor people's movements*, 1979). Par ailleurs, la prise en compte des conditions environnementales dans lesquelles évoluent les différents groupes pour expliquer le recours à tel ou tel mode d'action oriente vers une analyse plus précise qu'auparavant de ces cadres environnementaux, notamment en termes de contraintes, de répertoires d'action disponibles et de structures des opportunités.

En même temps que l'évolution des faits sociaux contraint le paradigme à évoluer, les méthodes d'analyse se renouvellent avec la prise en compte des travaux de l'école du choix rationnel. L'adoption des postulats de la théorie économique classique sur la rationalité de l'acteur et sur les facteurs de la participation offre au nouveau paradigme un modèle théorique fort. De ce point de vue, la parution en 1966 de *La Logique de l'action collective*, rédigé par **Mancur Olson**, apporte aux chercheurs à la fois une assise théorique importée des sciences économiques et un défi à relever, celui du paradoxe de l'action collective.

C'est ainsi que, peu à peu, se met en place le paradigme de la mobilisation des ressources. Le thème commun unissant les différents courants du nouveau modèle est le traitement de l'activité des mouvements sociaux comme idéologiquement légitime et résultant de comportements volontaires et intentionnels. Du coup, l'objet central d'étude se déplace, passant de l'étude des mouvements de **foule** à celle des mouvements sociaux, de l'analyse des causes profondes de la mobilisation à celle, plus complexe, des moyens d'action et des buts que se fixent les mouvements en fonction d'une structure donnée des opportunités. Deux grandes tendances se forment rapidement, avec d'un côté

ceux qui s'appuient sur un modèle économique d'explication sans se préoccuper du politique, comme John McCarthy et Mayer N. Zald qui publie en 1977 dans l'*American Journal of Sociology* l'article « Resource Mobilization and Social Movements », et, de l'autre, ceux pour lesquels l'action collective n'est rien d'autre que la poursuite de la politique par d'autres moyens, comme Anthony Oberschall (*Social Conflicts and Social Movements*, 1973) ou **Charles Tilly** (*From Mobilization to Revolution*, 1978). Elle s'étend également au domaine de l'histoire sociale avec l'article de Michael Lipsky sur les mouvements de locataires dans *The American Political Science Review* (« Protest as a Political Resource », 1968) et de Charles Tilly en 1986 sur les répertoires d'action dans *La France contestée : de 1600 à nos jours*. Mais c'est bien le même substrat théorique, à savoir le paradigme utilitariste de la rationalité individuelle et le même souci de résoudre le paradoxe posé par Olson en 1966 qui relie tous ces travaux.

L'approche entrepreneuriale

Partant du postulat de la rationalité de l'acteur, « en ce sens que leurs objectifs, égoïstes ou altruistes, doivent être poursuivis par des moyens efficaces et adaptés aux buts qu'on se propose », Mancur Olson a mis en évidence les obstacles logiques à l'action collective. Même s'il est dans l'intérêt des individus de s'associer pour obtenir un bien bénéfique à tous, explique-t-il, ils ne le feront pas la plupart du temps car chaque individu sera tenté d'adopter une stratégie de « ticket gratuit », c'est-à-dire de compter sur l'action des autres membres du groupe, puisque c'est le propre du bien collectif que de ne pouvoir être refusé à un individu du moment qu'il est acquis. Par ailleurs, même s'il n'adopte pas cette **attitude** de consommateur égoïste, il est peu probable qu'un individu raisonnable fasse un sacrifice individuel au résultat imperceptible, voir nul.

Seules certaines conditions spécifiques permettent de résoudre ce paradoxe de l'action collective. C'est le cas notamment dans les petits groupes, où un individu peut avoir intérêt à supporter seul les coûts d'obtention du bien collectif. Dans les grands groupes, cet obstacle peut être surmonté lorsque s'ajoutent au bénéfice collectif des incitations individuelles à l'action, qu'elles soient positives (récompenses) ou négatives (sanctions). En mettant ainsi au jour les difficultés de la mobilisation, Olson montre que l'on ne peut confondre ou assimiler rationalité individuelle et rationalité collective. En ce sens, il renvoie dos à dos la théorie pluraliste tout comme la théorie marxiste, lesquelles voient dans l'intérêt bien compris le principe de l'action des associations ou des classes sociales.

Par rapport au travail d'Olson, l'originalité de l'ouvrage *Social Movements in an Organizational Society*, rédigé en 1987 par John McCarthy et Mayer N. Zald, est d'avoir concentré leur réflexion sur les ressources elles-mêmes, leurs modes d'acquisition par les organisations et leur utilisation stratégique. Selon eux, l'étude de l'agrégation des ressources (argent et temps) est cruciale pour la compréhension de l'activité des mouvements ; or ce processus d'agrégation n'est possible que s'il existe une organisation préalable. Voilà pourquoi l'attention se focalise plus sur ces organisations que sur la participation individuelle dont on se contente de dire qu'elle dépend d'abord des coûts et des bénéfices anticipés de l'action. Systématisant l'approche économique d'Olson, les deux auteurs appliquent aux organisations une logique de l'offre et de la demande métaphoriquement identique à celle de la théorie libérale de l'économie. Entendus comme des structures de préférences orientées vers le **changement social**, les mouvements sociaux se concrétisent à travers des entreprises de mobilisation qui identifient leurs buts à ces préférences et essaient de les promouvoir. L'ensemble des entreprises partageant le même type de valeurs et de revendications se regroupent au sein d'une industrie tandis que le secteur du mouvement social réunit toutes les industries. Au sein d'une organisation, les acteurs essentiels sont les membres pourvoyeurs de ressources (*constituents*) plutôt que les adhérents (ceux qui croient aux buts assignés par le mouvement mais n'ont pas de ressources). Plus encore, ce sont les membres par conscience (*conscience constituents*), c'est-à-dire les membres disposant de ressources et n'ayant pas de bénéfice personnel à retirer de l'action qui font le succès d'une organisation. En effet, ce sont ceux qui disposent le plus de ressources discrétionnaires à consacrer au mouvement.

Cette hypothèse vise à résoudre le paradoxe d'Olson. Même s'il est irrationnel de rejoindre individuellement un mouvement qui se bat déjà pour ses propres préférences, il se trouve que les organisations font d'abord appel à des entrepreneurs extérieurs pour assurer leur survie. Du coup, les groupes les plus susceptibles de se mobiliser en raison de leurs attentes ne sont pas forcément

les plus actifs dans la mesure où le succès ne dépend pas essentiellement du nombre ni de la volonté des personnes directement concernées. L'hypothèse débouche sur une analyse à deux niveaux de la structure des ressources : d'abord, à un niveau entrepreneurial (collecte du temps et de l'argent), ensuite, au niveau des supports infra-structuraux offerts par le segment de la structure sociale où se développe le mouvement. Ces éléments expliquent la formation de la notion d'« organisation professionnelle de mouvement social » qui se caractérise par la provenance essentiellement externe des ressources, les leaders étant des entrepreneurs professionnels non personnellement impliqués dans les buts du mouvement. Au fond, ce raisonnement n'est pas éloigné de la théorie léniniste de l'organisation du parti et de l'avant-garde révolutionnaire.

En même temps qu'une analyse de l'infrastructure des mouvements sociaux, John McCarthy et Mayer N. Zald se sont attachés à l'étude des interactions entre les organisations de mouvement social et leur environnement (autres mouvements et contre-mouvements, niveau de contrôle social), qui débouche sur une tentative d'analyse renouvelée de la vie des organisations en termes de changement et d'adaptation à une structure changeante des opportunités. Toujours au moyen d'analogies économiques, les relations entre mouvements du même secteur sont analysées comme des processus de coopération et/ou de concurrence pour l'obtention de ressources rares au moyen de stratégies de différenciation des produits. C'est dans cette direction d'une prise en compte des dimensions contextuelles et proprement politiques que le courant de la MR va se développer en se complexifiant.

Critiques et extension du paradigme de la mobilisation des ressources

L'approche entrepreneuriale de la mobilisation des ressources a d'abord été contestée par des chercheurs pour lesquels l'organisation, au contraire d'être une condition sine qua non de toute mobilisation, contribue à tirer les mécontents de la rue aux salles de réunion. Pour Frances Piven et Richard Cloward, qui reprennent à leur compte les analyses classiques sur « la loi d'airain de l'oligarchie », formulées par Roberto Michels dans son ouvrage *Les Partis politiques* (1914), les organisations bureaucratiques et professionnalisées confisquent à leur profit la seule arme des groupes dominés, la force du nombre et sa capacité à subvertir l'ordre établi par le défi de masse. Si la critique ne manque pas de pertinence, elle est demeurée isolée face au développement des études de cas démontrant l'importance des structures organisationnelles dans l'émergence des causes, à commencer par le mouvement des droits civiques dont le développement semble devoir beaucoup au soutien des Églises protestantes noires.

Mais c'est surtout la notion de ressources qui a concentré le feu des critiques. Même dans ses premières définitions, qui s'en tiennent à mentionner le temps et l'argent, l'analyse manque singulièrement de subtilité, oubliant notamment de préciser que les ressources observables *post hoc* – c'est-à-dire par le chercheur étudiant une mobilisation qui a déjà pris – peuvent aussi avoir été produites dans le cours même de l'action. Autrement dit, les organisations ne font pas qu'apporter des ressources utiles à l'émergence d'une cause, elles peuvent également en capter, en créer de nouvelles et bien sûr en perdre au cours de la lutte. Dans cette perspective, la distinction entre ressources d'un côté et coûts ou menaces de l'autre est par trop fixiste dans la mesure où ce qui est considéré à un moment donné comme un obstacle à la mobilisation peut se voir convertir en ressource au terme d'un travail politique de cadrage et de conversion du regard. Ce dernier point souligne enfin que les ressources n'existent pas indépendamment des cadres de perception qui les font exister en tant que telles. Autrement dit, elles doivent être subjectivement pensées comme ressources pour se transmuter en avantage tactique. Ce qui nous ramène au travail politique ou, si l'on préfère, aux activités de **propagande** ou de cadrage des luttes.

Un autre ensemble de critiques a porté sur la notion de « militants par conscience » dont les auteurs feront tôt remarquer qu'elle ne fait que déplacer le paradoxe d'Olson puisqu'elle laisse en suspens la rationalité instrumentale de l'engagement des soutiens externes. Mais surtout, c'est le caractère mécanique et peu attentif à l'épaisseur sociale des mobilisations qui bouscule le modèle, avec en tout premier lieu l'analyse d'Anthony Oberschall. S'il reste fidèle au principe olsonien de la rationalité de l'action collective et reste convaincu de l'importance de la prise en compte de la structure des risques et des récompenses dans l'explication de l'action, il affine le modèle en élargissant la réflexion sur l'organisation à une diversité de constitutions et de structurations des communautés – comme le village ou l'ethnie –, lesquelles produisent aussi des liens horizontaux et des sentiments de solidarité qui peuvent être activés pour la poursuite de buts collectifs et la formation de groupes de conflit. Cette dimension, dite horizontale, est nécessaire à la mobilisation. Elle fournit à la fois un réseau de communication préétabli, des ressources déjà partiellement mobilisées, la présence d'individus ayant les compétences de leaders et une tradition de participation. À cela s'ajoute une autre dimension, verticale. Plus une **communauté** sera segmentée par rapport aux élites et aux centres de pouvoir, plus l'action collective sera probable, dans la

mesure où l'on sera en présence d'objectifs communs d'opposition et d'hostilité et où la communauté aura développé un leadership autonome, non absorbé par les centres de pouvoir. Le croisement de deux dimensions permet de prédire que c'est dans des conditions de forts liens associatifs et de segmentation que la possibilité de l'extension rapide de mouvements d'opposition sur une base stable est la plus probable. Il s'agit donc bien de dépasser une conception étroite des organisations de mouvement social pour inclure la variété des structures de mobilisation des populations directement concernées par une cause, y compris les plus fluides.

Si le livre d'Oberschall complexifie la mobilisation des ressources, c'est à Charles Tilly que l'on doit d'avoir réintroduit la dimension politique de la mobilisation, au point qu'on a pu voir en lui non pas un théoricien de la mobilisation des ressources mais l'inventeur d'un nouveau modèle, celui du *processus politique*. C'est dans son livre de 1978, *From mobilization to revolution*, qu'il expose de manière systématique son modèle théorique, articulé autour de la notion de conflit politique. Dans ce modèle le **gouvernement**, les autres membres de la **société** politique et les adversaires s'affrontent pour l'accès aux ressources, c'est-à-dire autour de l'enjeu central des entrées et sorties du système politique. Ce cadre général est approfondi par un modèle de la mobilisation, qui comporte deux volets : l'un s'attachant aux déterminants internes de la mobilisation d'un groupe, l'autre analysant l'effet sur l'action collective des relations que le groupe entretient avec son environnement extérieur. Dans la première, Tilly reprend l'idée de l'importance centrale de l'organisation pour l'action collective. L'organisation d'un groupe est fonction de son **identité** commune, c'est-à-dire de la mesure dans laquelle il constitue une catégorie partageant des caractéristiques identiques, et de la densité des réseaux qui lie les membres les uns aux autres. Mais l'action collective dépend encore de l'existence d'intérêts communs (définis comme le partage des avantages et désavantages susceptibles de survenir pour le groupe dans son **interaction** avec d'autres groupes). Dans un deuxième temps, Tilly s'attache à l'influence des réactions que la partie en lutte entretient avec le gouvernement et les autres parties prenantes au conflit. Le pouvoir, la répression ou la tolérance dont le groupe fait l'objet, ainsi que les chances ou menaces auxquelles il est soumis agissent sur la structure des coûts et avantages de la mobilisation comme de l'action collective. Ainsi, Tilly montre que la répression, loin de provoquer une explosion collective due à l'accumulation des ressentiments, peut rendre toute action impossible en affectant le pouvoir du groupe. Les propositions de réforme du modèle avancées par Tilly, reprises et développées par Doug McAdam (*Political Process and the Development of Black Insurgency*, 1982) et par Tilly lui-même (*La France conteste : de 1600 à nos jours*, 1986), contribueront à une réforme profonde de la mobilisation des ressources, débouchant à la fin des années 1980 sur une relativisation de la centralité des ressources au profit de nombreuses autres dimensions explicatives.

En conférant une dimension stratégique aux mouvements sociaux, le paradigme de la mobilisation des ressources a marqué un progrès considérable par rapport aux théories en vogue dans les années 1960, notamment en permettant l'analyse d'objets jusque-là délaissés tels que les organisations, l'aide extérieure aux mouvements, les répertoires d'action collective ou encore la structure des opportunités. Néanmoins, les bases théoriques sur lesquelles il se fonde demeurent fragiles et imprécises, ce qui en explique la progressive perte d'influence. Tout particulièrement, si la notion de ressources était vague et peu définie dans le modèle entrepreneurial, elle s'est diluée au profit d'une course au raffinement taxinomique et typologique, lequel aura contribué, au final, à la transformation définitive de la notion en concept éponge. On trouve ainsi des distinctions entre ressources matérielles et immatérielles, matérielles et symboliques, morales ou socio-organisationnelles, etc. Distinctions bien peu utiles qui soulignent le caractère en réalité tautologique de la notion. Tout ce qui sert à l'action peut être défini comme ressource.

Plus fondamentalement, la théorie est restée dans l'impasse pour ce qui est de l'explication de l'**engagement** individuel. Aucun auteur n'a réussi à résoudre le problème du paradoxe olsonien. Deux solutions ont été proposées. La première, qui consiste à différencier acteurs de la base, agissant pour l'obtention de biens matériels, et entrepreneurs politiques, luttant pour le pouvoir, ne résout pas le problème de savoir pourquoi certains individus deviennent entrepreneurs politiques. La seconde solution, qui met l'accent sur les groupes de solidarités préexistants ou sur l'identité collective introduit une contradiction dans le cadre théorique. L'action collective perd une partie de son orientation stratégique pour devenir une fin en soi. C'est en effet un appel aux incitations de solidarité qui, pour résoudre le paradoxe, introduit une dimension symbolique et idéologique absente dans ces modèles plus politiques. De ce point de vue, les progrès récents de la sociologie du militantisme ont permis de dépasser les apories de la mobilisation des ressources au moyen d'approches processuelles en termes de carrière (Olivier Fillieule et Bernard Pudal, *Sociologie du militantisme*, 2010). Enfin, l'explication de l'action collective et des mouvements sociaux uniquement par la lutte entre groupes pour la participation au système politique, déjà affaiblie par cette contradiction, est encore diminuée par certaines constatations empiriques, les mouvements ne s'adressant pas forcément à l'**État** et l'idéologie et les représentations pouvant y jouer un rôle prépondérant.

— *Olivier FILLIEULE*

POUR CITER L'ARTICLE

Olivier FILLIEULE, « **MOBILISATION DES RESSOURCES** », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 04 juin 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/mobilisation-des-ressources/>